

## CE MONDE QUI BOUGE

Et si on demandait  
leur avis aux Syriens ?

Depuis que John Kerry, le chef de la diplomatie américaine, a déclaré dimanche qu'«au final, il faudra négocier» avec Bachar Al-Assad, la planète politique internationale s'est emballée. La Turquie, pays par lequel transitent les apprentis djihadistes européens et d'autres contrées, et dont le sud du territoire sert de base arrière aux groupes islamo-salafistes, n'est pas contente. Lundi, son ministre des Affaires étrangères Mevlüt Cavusoglu a tenu à le faire savoir. «Qu'est-ce que vous voulez négocier avec un tel régime ? Bachar Al-Assad a tué 200 000 personnes et utilisé l'arme chimique contre sa propre population», a-t-il déclaré lors d'une visite au Cambodge. Ce qui n'est pas tout à fait exact. Selon l'Observateur syrien des droits de l'Homme (OSDH) basé en Grande-Bretagne et proche des Frères musulmans, peu suspect de complaisance envers le régime de Damas, quatre années de guerre ont provoqué la mort de 215 000 personnes dont 141 784 combattants appartenant aux deux camps antagonistes et 65 146 civils. Les deux tiers des victimes de cette guerre sont donc des combattants appartenant aux deux camps. «Il y a deux problèmes à résoudre en Syrie (...) détruire Daesh (le groupe Etat islamique) et les autres organisations terroristes et obtenir le départ du régime Assad pour ouvrir la voie à une transition politique en Syrie», a ajouté le chef de la diplomatie d'un pays qui n'a pas bougé le petit doigt quand Daesh assiégeait la ville de Kobané sous le regard impassible de l'armée turque qui se trouvait à un jet de pierre de la ville. Plusieurs médias internationaux, dont l'envoyé spécial de l'Humanité, Pierre Barbancey, ont été témoins de la complicité active de l'armée turque avec les djihadistes de l'EI contre les Kurdes.

Autre mécontent, la France. «Notre position est connue et s'inscrit dans le cadre du communiqué de Genève de 2012: notre objectif est un règlement politique négocié entre les différentes parties syriennes et conduisant à un gouvernement d'unité», a déclaré le porte-parole du Quai d'Orsay, Romain Nadal. Ce gouvernement devrait réunir «certaines structures du régime existant, la Coalition nationale et d'autres composantes qui ont de la Syrie une vision modérée, inclusive, respectant les différentes communautés du pays», a-t-il ajouté, avant d'asséner : «Il est clair pour nous que Bachar Al-Assad ne peut s'inscrire dans un tel cadre». Et le ministre français des Affaires étrangères Laurent Fabius a renchéri : «Toute autre solution qui remettrait en selle M. Bachar Al-Assad serait un cadeau absolument scandaleux, gigantesque, aux terroristes de Daesh» a-t-il assuré. Question : qui a fabriqué Daesh, qui l'a soutenu militairement et financièrement ? Laurent Fabius le sait puisqu'il est informé par les services français. Mais comme la France a de gros intérêts dans les pétromonarchies du Golfe, ces modèles de démocratie comme chacun le sait, et qu'elle ne désespère pas de leur fourguer quelques avions Rafales, voire une ou plusieurs centrales nucléaires à usage civil, elle préfère regarder ailleurs. Qui plus est, Paris n'avait-il pas parié sur un scénario libyen en Syrie en se précipitant à reconnaître l'opposition syrienne regroupée au sein de la Coalition nationale syrienne (CNS) comme seul et unique représentant du peuple syrien ?

Troisième larron, la Grande-Bretagne, alliée de la France contre le régime de Kadhafi et dont on voit aujourd'hui les résultats et les conséquences régionales de l'intervention en Libye au nom de la démocratie. Que dit Londres, qui avait accordé l'asile, le gîte et le couvert aux islamistes de la planète – Abou Hamza, l'imam de Finsbury Parc, Abou Qoutada, l'Algérien Kamredinne Kharbane, entre autres – ce qui lui avait valu le titre peu glorieux de «capitale de l'islamisme mondial» ? Ceci : Assad n'a pas sa place dans le futur de la Syrie», a tonné une porte-parole du Foreign office.

Et les Syriens, otages d'une guerre où les deux camps se sont radicalisés, et dont l'enjeu dépasse les frontières du pays, qu'en pensent-ils ? Savent-ils que des acteurs régionaux et des grandes puissances – les Etats-Unis et leurs alliés européens et arabes d'un côté, la Russie et l'Iran de l'autre – se font une guerre par procuration via les protagonistes syriens (le régime de Damas et son opposition) ? Et si une solution basée sur un compromis acceptable par toutes les parties en conflit verrait le jour, les Syriens seront-ils prêts à passer l'éponge sur les crimes commis par le régime de Damas mais aussi par ses adversaires ? Une chose est sûre, personne ne leur demandera leur avis. On décidera à leur place.

H. Z.



Par Hassane Zerrouky

**Les questions syndicales, de la liberté d'expression, de la décolonisation, des occupations coloniales, des libertés politiques, de la croissance économique, de la jeunesse, des femmes, de l'environnement, etc. seront au centre des débats du Forum social mondial (FSM) qui aura lieu très prochainement à Tunis. L'Algérie y participera avec une très forte délégation.**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - C'est pour la seconde fois que la Tunisie abrite les festivités du Forum social mondial, qui aura lieu au sein du campus universitaire Farhat Hached (Tunis El Manar) et ce, du 24 au 28 mars 2015 sous le slogan «Dignité et droits». Mais à la différence des précédents forum, ou particulièrement celui qui a eu lieu la dernière fois en Tunisie celui de l'année en cours se caractérisera d'une manière particulière par les thèmes qui seront débattus.

En effet, environ 2 967 organisations originaires de 111 pays ont été enregistrées et le comité d'organisation a reçu 1 900 propositions d'activités et d'ateliers. «Ces chiffres

peuvent bel et bien augmenter d'ici le dernier délai fixé au 5 mars 2015» a-t-on indiqué.

Les chiffres dévoilés par les organisateurs confirment «l'augmentation du nombre des participants par rapport à l'édition de 2013 qui a connu 1 700 activités et ateliers, la participation de plus de 4 500 associations (dont 1 100 tunisiennes), de 600 journalistes étrangers, et de 120 pays, soit un total confirmé de 60 000 participants».

Il est à noter que la dernière édition du Forum social mondial s'est tenue à Tunis du 26 au 30 mars 2013, alors que la première édition s'est tenue à Porto Alegre en 2001. Il s'agit d'un espace de rencontres entre les différentes associations, les

mouvements sociaux de plusieurs pays, afin de débattre sur les différentes causes politiques, économiques, sociales et les faire connaître.

La particularité de la seconde édition tunisienne du FSM réside dans le fait qu'elle intervient au moment où «le printemps arabe vit actuellement une phase de frustration et de recul». Et pour situer l'importance de la participation algérienne à cette rencontre mondiale, une conférence de presse a eu lieu hier au siège de l'UGTA et animée par le comité d'organisation et d'encadrement de la partie algérienne.

Ainsi, il a été indiqué que «la forte participation algérienne s'inscrit en droite ligne des idéaux et autres principes que l'Algérie et son peuple

avaient toujours défendus». «La solidarité internationale est impérative. Elle devra être constamment manifestée, tout d'abord en exprimant un large soutien aux différentes luttes et des mouvements qui se battent contre l'injustice, contre le racisme, ou contre la répression, le colonialisme et la criminalisation des mouvements sociaux par les autorités. Mais aussi pour le respect des droits humains fondamentaux, pour la liberté d'expression et d'opinion, etc.», nous a-t-on expliqué.

La délégation algérienne qui prendra la route vers la Tunisie dimanche prochain sera composée d'un millier de personnes représentant le monde associatif.

A. B.

## LE FSM 2015 SE TIENDRA

DU 24 AU 28 MARS EN TUNISIE

La délégation  
algérienne en force

Un total de 60 000 participants au Forum social mondial de Tunis.

Photo : DR

## UTILISATION DE LA LANGUE ARABE

Sa généralisation  
toujours en cours

**Le président du Haut conseil de la langue arabe, Azzedine Mihoubi, estime qu'il ne faut pas évoquer l'arabisation mais la généralisation de l'utilisation de la langue arabe. «Nous ne pouvons parler d'arabisation pour un pays qui parle et utilise déjà l'arabe», a-t-il souligné hier, au forum du quotidien El Moudjahid à Alger.**

Il précise ainsi que le processus de la généralisation de l'utilisation de la langue arabe se poursuit toujours. Et de citer l'élaboration de nombreux dictionnaires en langue arabe pour les domaines techniques. Seulement, Azzedine

Mihoubi refuse de se «renfermer» sur une seule langue. «Aucun pays dans le monde n'utilise qu'une seule langue», dit-il avant de rappeler l'objectif du Haut conseil de la langue arabe, celui de «préserver l'arabe des pressions extérieures».

Il précise également que l'Algérie est le seul pays au Maghreb à avoir consacré trois institutions aux langues ; le Haut conseil de la langue arabe, l'Académie algérienne de la langue arabe et le Haut commissariat à l'amazighité.

L'invité du forum déplore toutefois que certains journaux arabophones optent pour l'arabe dialectal afin de toucher un plus large

lectorat. Un choix qu'il qualifie de «purement commercial». «Il ne faut pas regarder notre société comme une société analphabète», dit-il encore.

Par ailleurs, le président du Haut conseil de la langue arabe reconnaît un «manque» dans la maîtrise de la langue arabe mais également de la langue française par les sortants du système éducatif algérien.

Un manque de maîtrise qu'il justifie par les «événements de ces dernières années qui ont eu un impact négatif sur l'école algérienne». Il estime ainsi que les écoles de formations des enseignants doivent être améliorées.

Rym Nasri